



Le coronavirus, une arme entre les mains de l'État d'Israël

Présentation

Renforcement du blocus de la bande de Gaza alors qu'elle manque déjà cruellement du strict nécessaire médical, sabotage délibéré et systématique des mesures de prévention prises par l'Autorité palestinienne en Cisjordanie, tirs contre les équipes médicales palestiniennes, confiscation de leur matériel et arrestation de leur personnel: les pratiques de l'État d'Israël rappellent tristement celles du gouvernement des États-Unis qui, au XIXe siècle, faisait distribuer des couvertures contaminées à la variole dans les réserves indiennes.

Le Centre palestinien des droits humains (PCHR), membre de la FIDH, publie chaque semaine sur son site (pchgaza.org) un rapport sur les violations du droit international et humanitaire par l'État d'Israël. Les documents qui suivent sont extraits de ces rapports et des communiqués de presse du PCHR. Les notes, commentaires et résumés en italique sont le fait du traducteur.

Abréviations:

FIO: Forces israéliennes d'occupation (armée, mais aussi police, milices des colonies, etc.)

TPO: Territoires palestiniens occupés depuis 1967 (Cisjordanie, Jérusalem Est, bande de Gaza)

I. Extraits des rapports hebdomadaires du PCHR

Rapport du 05 au 11 mars 2020

Mercredi 11 mars 2020, les FIO ont annoncé un renforcement des restrictions au passage de Beit Hanoun [*frontière Gaza-Israël*] et à tous les checkpoints de Cisjordanie, au prétexte de répondre à la propagation du coronavirus.

Mercredi 11 mars 2020, les autorités israéliennes ont annoncé la fermeture du passage de Erez [*Beit Hanoun*] à cause du coronavirus.

Les autorités israéliennes ont annoncé que le jeudi 12 mars 2020, les cas humanitaires, les hommes d'affaires porteurs de cartes BMC, les travailleurs et les Palestiniens de Cisjordanie avec un permis valide seraient autorisés à entrer en Israël par les passages de Cisjordanie.

Les autorités israéliennes ont décidé de maintenir le blocus imposé à Bethléem et d'empêcher le déplacement des citoyens, au prétexte de s'opposer à la propagation du coronavirus, en interdisant aux résidents de Bethléem d'entrer en Israël jusqu'à nouvel avis. [...]

La nouvelle décision comprend la poursuite de la fermeture du passage de Beit Hanoun (Erez), à part pour les cas humanitaires. [...]

Rapport du 12 au 18 mars 2020

Lundi 16 mars 2020

Répression des activités préventives palestiniennes :

Dans la soirée, les FIO ont arrêté dix civils en train de désinfecter des installations publiques dans plusieurs endroits de Jérusalem Est occupée afin d'empêcher la propagation du coronavirus; elles ont affirmé qu'ils violaient la juridiction israélienne dans la ville et qu'ils menaient des activités relevant de l'Autorité Palestinienne.

Les témoins disent qu'un groupe de jeunes hommes a désinfecté par spray plusieurs installations publiques dans plusieurs quartiers de la vieille ville de Jérusalem occupée, comme ceux d'al-Issaweya, Salwan et al-Sona. Ils ont désinfecté une église, une mosquée, des hôtels, des écoles, une

clinique dentaire, et quand ils ont commencé à désinfecter l'hôpital du Croissant Rouge, les FIO sont intervenues, elles ont arrêté quatre d'entre eux et confisqué leur matériel. [...] A Salwan, au sud de la vieille ville de Jérusalem occupée, des dizaines de volontaires ont entrepris de désinfecter l'église de Gethsémané et plusieurs mosquées, jusqu'au moment où ils sont arrivés à la rue al-Ain, où les FIO les ont cernés et ont arrêté quatre d'entre eux. [...] Les FIO ont aussi arrêté *[deux notables palestiniens de Jérusalem]* après avoir envahi leurs maisons, au prétexte qu'ils avaient participé aux activités de stérilisation, ce qu'Israël considère comme une violation de la juridiction israélienne à Jérusalem.

Les colons profitent du confinement des Palestiniens :

Lundi 16 mars 2020, des dizaines de colons israéliens ont abattu au moins 50 pieds de vigne dans la région de Beit Sakariya *[près de Bethléem]* [...] *[Un responsable de la résistance à Bethléem]* fait remarquer que les attaques des colons sur les terres palestiniennes se sont accrues ces deux dernières semaines, et qu'au moins 1'200 oliviers et arbres fruitiers ont été coupés au sud et à l'ouest de Bethléem. On notera que les colons prennent avantage des conditions dans lesquelles se trouve Bethléem face au virus *[ville bouclée]* pour mener des attaques à grande échelle sous la protection des FIO.

Les autorités israéliennes continuent d'imposer des restrictions au passage de Beit Hanoun (Erez) et aux passages de Cisjordanie, au prétexte de lutter contre la propagation rapide de l'épidémie du coronavirus (COVID-19). Ces restrictions ont été annoncées le mercredi 11 mars et se poursuivent encore; seuls les cas humanitaires seront admis à traverser les passages.

Rapport du 19 au 25 mars 2020

Les FIO continuent de violer les droits humains des Palestiniens et de commettre des crimes contre les civils et leurs propriétés; elles mènent des incursions dans les villes palestiniennes sans se soucier de l'état d'urgence décrété dans les TPO en vue de combattre la propagation du coronavirus.

Sabotage des mesures préventives palestiniennes :

Mardi et mercredi 24 et 25 mars 2020, les FIO ont expulsé des milliers de travailleurs palestiniens aux checkpoints et aux passages du Mur, sans aucun contact ni coordination avec les autorités palestiniennes concernées. Le 19 mars, des milliers de travailleurs palestiniens étaient venus en Israël avec la promesse que leurs employeurs leur donneraient des logements propres et sains, lesquels employeurs n'ont pas respecté les engagements pris après la propagation du coronavirus en Israël. Malheureusement, on a découvert que les travailleurs étaient logés dans des conditions inappropriées et insalubres au vu de la propagation du coronavirus en Israël. Après que des travailleurs ont montré des signes de maladie et des symptômes de coronavirus, les FIO les ont lâchés aux checkpoints entre Israël et le nord de la Cisjordanie, sans les faire examiner dans les hôpitaux israéliens ou palestiniens. Les autorités palestiniennes ont appelé les travailleurs à rentrer chez eux et à se mettre eux-mêmes en quarantaine pour 14 jours.
[Voir plus bas le communiqué de presse du 28 mars.]

Lundi 23 mars 2020

Répression des activités préventives palestiniennes :

A 14h environ, les FIO ont arrêté quatre civils en train de désinfecter Bab al-Asbat (la Porte du Lion), l'une des portes de Jérusalem occupée, afin de s'opposer au coronavirus, et ont confisqué leur équipement. Les FIO les ont emmenés au centre d'interrogation de al-Qishla et les ont questionnés pendant plusieurs heures, avant de les relâcher à la condition qu'ils reviennent le lendemain pour poursuivre l'interrogatoire.

Mercredi 25 mars 2020

Répression des activités préventives palestiniennes :

A 10h environ, les FIO ont empêché un groupe de volontaires du ministère palestinien de la Santé de

désinfecter la mosquée al-Ibrahimi, dans la vieille ville d'Hébron, et ont menacé de les arrêter s'ils ne partaient pas.

Rapport du 26 mars au 1er avril 2020

Mardi 31 mars 2020

Confiscation de colis alimentaires :

A 18h environ, le même mardi, les FIO sont entrées au village de Sour Baher, au sud de Jérusalem occupée. Elles ont cerné un camion transportant des dizaines de colis de vivres destinés à 200 familles pauvres du village. Cette distribution avait été décidée au vu de la crise à laquelle sont confrontés les résidents du village depuis 2 semaines, due aux restrictions de mouvement et au chômage temporaire générés par les mesures préventives visant à limiter la propagation du coronavirus. Les témoins disent que les FIO ont arrêté le camion et contrôlé l'identité du chauffeur, qu'elles l'ont questionné au sujet des colis et lui en ont demandé le reçu. Les FIO ont ensuite cerné le magasin de vivres, attaqué les résidents qui étaient sur place, tirant des bombes sonores et lacrymogènes pour les disperser, confisqué tous les colis de vivres, et arrêté 4 civils.

Pluie d'amendes sur les Palestiniens de Jérusalem :

Le comité de suivi du village [d'al-Issaweya, Jérusalem occupée] indique que les FIO ont forcé des dizaines de jeunes gens à payer des amendes de 250 NIS [env. 100 CHF] alors qu'ils allaient acheter des produits de première nécessité à l'épicerie. En outre, les FIO ont forcé deux familles à payer des amendes alors qu'elles attendaient la libération d'un prisonnier en face du centre d'interrogation de Salah al-Deen. Les FIO ont aussi forcé 5 jeunes gens à payer des amendes, affirmant qu'ils ne respectaient pas les mesures de prévention contre le coronavirus. Le comité déclare: « les FIO affirment que les gens d'al-Issaweya ne respectent pas les mesures de prévention contre le coronavirus, alors qu'elles-mêmes envahissent le village et s'y déplacent plusieurs fois par jour, sans porter ni vêtements protecteurs, ni masques, ni gants jetables, sans respecter la distance personnelle entre chacun ni aucune autre mesure de prévention ».

Rapport du 02 au 08 avril 2020

Sabotage des mesures préventives palestiniennes :

[Les FIO mènent] leurs raids dans les villes palestiniennes sans respecter l'état d'urgence décrété dans les TPO. [...] Les raids des FIO sont menés sans tenir compte des normes de prévention et de sécurité pour limiter le risque de transmettre le coronavirus dans les territoires palestiniens, alors que le virus se répand largement en Israël. Le PCHR s'inquiète du fait que les raids israéliens sapent les mesures de prévention adoptées par le gouvernement [palestinien].

[Il faut savoir que les FIO mènent en moyenne chaque jour, ou plutôt chaque nuit, une dizaine de raids dans les villes et les villages palestiniens. Avant de perquisitionner les maisons, les soldats en rassemblent généralement les résidents dans une seule pièce ou à l'extérieur.]

Jeudi 2 avril 2020

Répression des activités préventives palestiniennes :

A 23h20 environ, les FIO assignées à la garde du mur de l'annexion à proximité du village de Far'oun, au sud de Tulkarem, ont tiré des balles de caoutchouc, des bombes sonores et des bombes lacrymogènes sur le Comité d'urgence du dit village, alors qu'il surveillait les issues du mur afin de contrôler le mouvement des travailleurs de ou vers Israël et qu'il menait les procédures de test pour vérifier qu'ils sont exempts du coronavirus. Le personnel du comité a été suffoqué par les gaz lacrymogènes.

Vendredi 3 avril 2020

Répression des activités préventives palestiniennes :

A 18h environ, les FIO assignées à la garde du mur de l'annexion à proximité du village de Atil, au nord de Tulkarem, ont *[attaqué le Comité d'urgence palestinien du village dans les mêmes circonstances et de la même manière que la veille à Far'oun.]*

Dimanche 5 avril 2020

Sabotage des mesures préventives palestiniennes :

A 02h environ, les FIO sont entrées dans le quartier de Nimra, à l'est d'Hébron. Elles se sont déployées entre les maisons palestiniennes et ont craché sur les portes des magasins et des maisons fermées par mesure de précaution face à l'épidémie du coronavirus (Covid-19). Les FIO se sont ensuite retirées et on n'a signalé aucune maison envahie.

Lundi 6 avril 2020

Sabotage des mesures préventives palestiniennes :

A 05h environ, les FIO sont entrées dans le village de Beit Ummer, au nord d'Hébron. Elles se sont déployées parmi les maisons, elles ont lancé des gants jetables, des signaux lumineux et des seringues, et elles ont craché sur les portes des magasins et des maisons, semant l'effroi dans le village. Après leur retrait, le Comité d'urgence a nettoyé et stérilisé tous les équipements publics du village, et a brûlé les objets laissés par les FIO.

Rapport du 9 au 15 avril 2020

Le PCHR s'inquiète de la poursuite des raids israéliens, lesquels sapent les mesures de prévention adoptées par le gouvernement. [...] En outre, le PCHR exprime son inquiétude face à la politique de l'occupation israélienne consistant à interdire toutes les mesures de prévention venant de l'Autorité palestinienne à Jérusalem occupée, d'autant qu'Israël a adopté des mesures insuffisantes dans la ville, malgré ses responsabilités de puissance occupante selon le droit international. Le PCHR porte une attention croissante à la situation des prisonniers palestiniens dans les geôles israéliennes à l'heure de la pandémie du coronavirus; au lieu de prendre les mesures nécessaires pour protéger les détenus de la pandémie, les autorités israéliennes ont pris des mesures qui violent encore plus les droits des prisonniers *[suspension du droit de visite pour les avocats et les familles]*.
[Voir plus bas le communiqué de presse du 16 avril]

Jeudi 9 avril 2020

Pluie d'amendes sur les Palestiniens de Jérusalem :

A 19h environ, les FIO sont entrées dans le quartier d'Abu Tayeh à Silwan, au sud de Jérusalem occupée. Elles ont envahi et perquisitionné de nombreux magasins dont elles ont condamné les propriétaires à une amende, affirmant qu'ils violaient les ordres donnés par le gouvernement israélien dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus.

Mardi 14 avril 2020

Répression des activités préventives palestiniennes :

A 21h environ, les FIO sont entrées à Silwan, au sud de Jérusalem occupée. Elles ont envahi et perquisitionné la maison du secrétaire du mouvement Fatah, Ahmed al-Abbasi, et elles ont remis à sa famille une injonction à se présenter aux Services de renseignements israéliens au poste de police de Ouz, au sud-est de Jérusalem. [...] Les FIO l'ont questionné sur l'installation à Silwan du Centre médical du coronavirus, financé par le Ministère palestinien de la Santé. Elles l'ont aussi interrogé sur une interview donnée à un canal palestinien, où il parlait des efforts faits par le Ministère palestinien de la Santé pour combattre la propagation du coronavirus à Jérusalem occupée. [...] Les FIO l'ont relâché le lendemain à 4h30 environ, à condition qu'il reste enfermé chez lui durant 5 jours, qu'il signe une caution de 5'000 NIS *[2'000 CHF]* et qu'il cesse toute relation avec les Comités d'urgence dans la ville. Quelques heures après l'avoir relâché, les FIO l'ont convoqué pour un nouvel interrogatoire et l'ont forcé à payer une caution de 500 NIS, affirmant qu'il était présent au Centre médical financé par

le Ministère palestinien de la Santé.

Au même moment, les FIO ont occupé la cour de la mosquée Ein Silwan, lieu spécifié par le Comité d'urgence pour le test du coronavirus financé par le Ministère palestinien de la Santé.

Rapport du 16 au 22 avril 2020

Jeudi 16 avril 2020

Répression des activités préventives palestiniennes :

A 9h30 environ, les FIO ont sommé par téléphone le chef des Institutions de Silwan, Fawzi Ghaleb Sha'ban, de se présenter au Centre de police d'al-Maskoubeya, à Jérusalem Ouest. Sha'ban dit que les services de sécurité israéliens l'ont questionné pendant 5 heures d'affilée sur les contrôles médicaux et les services d'urgence fournis aux civils de Silwan, mis sur pied après l'augmentation du nombre de cas de coronavirus et la négligence clairement délibérée des autorités israéliennes. Sha'ban dit qu'il a refusé d'être relâché aux conditions imposées, à savoir le paiement d'une caution et une réclusion de 5 jours chez lui, de sorte qu'il a été relâché sans condition.

Rapport du 23 au 29 avril 2020

Jeudi 23 avril 2020

Pluie d'amendes sur les Palestiniens de Jérusalem :

A 21h environ, le même jeudi, les FIO sont entrées dans le quartier d'Abu Tayeh du village de Silwan, au sud de Jérusalem occupée. Elles ont envahi et perquisitionné de nombreux magasins et ont infligé des amendes à leurs propriétaires, affirmant qu'ils avaient violé les ordres donnés par le gouvernement israélien en vue de combattre la propagation du coronavirus. Quand les soldats israéliens ont confisqué les biens d'un vendeur ambulancier, une altercation verbale les a opposés au vendeur, à laquelle ils ont réagi par un tir nourri de bombes lacrymogènes tirées en l'air. On ne rapporte ni blessés ni dommages matériels.

Rapport du 30 avril au 6 mai 2020

Lundi 4 mai 2020

Pluie d'amendes sur les Palestiniens de Jérusalem :

A 9h environ ce même lundi, les FIO, appuyées par des dizaines de SUV militaires, sont entrées dans le village de Kafer Aqab, au nord de Jérusalem occupée. Elles se sont positionnées dans plusieurs sites du village, elles ont contrôlé les cartes ID des passants, et elles ont infligé des amendes à ceux qui ne portaient pas le masque que le gouvernement israélien impose à ceux qui sortent de chez eux [...] Les soldats israéliens ont aussi envahi des dizaines de commerces et infligé des amendes exorbitantes à leurs propriétaires. Entre-temps, des dizaines de jeunes Palestiniens ont protesté et jeté des pierres et des bouteilles vides aux soldats israéliens, qui ont répondu par des tirs de balles de caoutchouc et de bombes sonores. L'inhalation de gaz lacrymogène a fait suffoquer de nombreux civils, qui ont reçu un traitement médical sur place.

Mardi 5 mai 2020

Répression des activités préventives palestiniennes :

Le porte-parole des FIO a annoncé qu'elles avaient arrêté sept civils qui distribuaient de l'aide alimentaire à des familles dans le besoin pendant la pandémie de coronavirus; ils sont accusés d'avoir violé la loi d'application qui criminalise toute activité de l'Autorité palestinienne à Jérusalem occupée.

Sous cette même accusation, les personnes ci-dessous ont été arrêtées à leur domicile, perquisitionnées, et emmenées pour interrogatoire au Centre d'al-Maskoubeya, à Jérusalem Ouest,

avant d'être relâchées dans l'après-midi:

- la poétesse Rania Hatem, arrêtée à 03h30 à al-Towr, est de Jérusalem occupée,
- le volontaire de la Défense civile palestinienne Jadallah Saeed al-Ghoul, arrêté à 04h00 à Silwan, sud de Jérusalem occupée,
- le membre de la Haute autorité islamique Mustafa Amin Abu Zahra, arrêté à 05h00 à Wadi al-Jooz, dans la vieille ville de Jérusalem,
- le journaliste Tamer Obaidat, arrêté à 06h00 à Jabal al-Mukaber, sud de Jérusalem occupée,
- le secrétaire adjoint du Congrès national populaire à Jérusalem Emad Awad, arrêté à 09h30 à Beit Hanina, nord de Jérusalem occupée.

Mercredi 6 mai 2020

A 21h00 environ, [à Silwan, nouvelle arrestation pour interrogatoire du volontaire de la Défense civile palestinienne Jadallah Saeed al-Ghoul, déjà arrêté la veille à l'aube].

II. Communiqués de presse

Communiqué de presse du 28 mars 2020

Le PCHR condamne le traitement discriminatoire réservé par les autorités israéliennes aux travailleurs palestiniens soupçonnés de coronavirus

[relation et condamnation des expulsions mentionnées dans le rapport du 19 au 25 mars 2020, suivie d'une liste de cas de contamination dus aux travailleurs expulsés]

Au vu de ce qui précède, le PCHR:

- demande à la communauté internationale de forcer les autorités d'occupation israéliennes à réserver un traitement médical et humanitaire adéquat aux travailleurs infectés et à ceux soupçonnés de symptôme du coronavirus, et à respecter leur droit à recevoir un traitement médical.

[...]

Communiqué de presse du 16 avril 2020

Journée des prisonniers palestiniens: le PCHR craint une propagation du coronavirus dans les prisons et les centres de détention israéliens.

[On compte quelque 5'000 prisonniers palestiniens dans les prisons israéliennes, y compris 43 femmes, 180 enfants, et 700 malades, dont des dizaines atteints de maladies graves ou chroniques]

[...]

Dans les prisons israéliennes, les prisonniers palestiniens souffrent de nombreuses et incessantes violations de leurs droits, car les autorités israéliennes d'occupation ignorent délibérément et constamment leurs obligations découlant du droit international humanitaire. Ces pratiques relèvent d'une politique israélienne systématique visant à humilier les prisonniers et dégrader leur dignité par des mesures arbitraires.

[...]

Le PCHR exprime son inquiétude extrême quant à la crise humanitaire catastrophique qui menace les prisonniers palestiniens, d'autant que l'administration pénitentiaire israélienne est connue pour ses tristes exploits dans le traitement des prisonniers palestiniens. Au cours des décennies, des centaines de prisonniers palestiniens sont morts dans des conditions de santé extrêmement précaires, à cause d'une politique délibérée de négligence médicale.

Face aux implications extrêmement sombres et grave de la pandémie de coronavirus, les autorités israéliennes n'ont encore pris aucune des mesures pour la protection des prisonniers palestiniens qu'elles ont annoncées, et les interventions des autorités se sont limitées à des mesures discriminatoires qui violent les droits et les privilèges des prisonniers, telles que l'interdiction faite aux familles des prisonniers de visiter leur parent, ou celle faite aux prisonniers de rencontrer leur avocat.

En cette Journée des prisonniers palestiniens comme chaque jour, le PCHR répète la nécessité de se dresser contre les pratiques systématiques et inhumaines envers les prisonniers palestiniens, et:

- appelle la communauté internationale à intervenir d'urgence dans l'accomplissement de ses obligations légales et morales envers les Palestiniens, et à prendre des mesures effectives pour faire pression sur Israël et l'amener à remplir ses obligations envers les prisonniers palestiniens, en accord avec les normes minimales de l'ONU pour le traitement des prisonniers, en annexe des 3ème et 4ème Conventions de Genève,
- demande que le personnel médical du CICR soit autorisé à visiter les prisonniers palestiniens et contrôler leur état de santé, afin de s'assurer qu'ils jouissent de leur droit à des soins et des traitements médicaux, et
- répète son appel pour la relaxation immédiate de tous les prisonniers, particulièrement les mineurs, les malades, les personnes âgées et les femmes.

Communiqué de presse du 24 mars 2020

Appel pour une intervention avant qu'il ne soit trop tard: le PCHR avertit que le système de santé de Gaza s'effondrerait en cas d'épidémie de coronavirus.

[Pour donner une idée de la situation dans la bande de Gaza, disons que celle-ci dispose de 110 lits de soins intensifs répartis dans ses divers hôpitaux, pour 2 millions d'habitants entassés sur 320 km2.]

[...]

Selon le suivi du PCHR, les moyens du système de santé à Gaza sont déjà au bord de l'effondrement à cause du blocus israélien imposé à la bande de Gaza ces 13 dernières années, aggravé par les répercussions de la division interne palestinienne et les chamailleries politiciennes. Tout cela a causé une fragilisation du système de santé dans la bande de Gaza, une pénurie perpétuelle de médicaments essentiels et de fournitures médicales, et une insuffisance de professionnels de la santé spécialisés; le système est devenu incapable de répondre aux besoins médicaux de base de la population de la bande de Gaza, en temps normal déjà.

Selon le Ministère de la Santé (MOH) à Gaza, le blocus israélien empêche le MOH d'importer de nouveaux équipements médicaux ou les pièces détachées des équipements défectueux. La crise de pénurie d'équipements médicaux dresse un obstacle majeur au développement et à la viabilité des hôpitaux et des centres médicaux en regard des besoins de la population en termes de santé. [...]

Le 19 mars 2020, M. Michael Lynk, rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des droits humains dans les Territoires palestiniens occupés depuis 1967, a déclaré qu'il s'inquiétait de l'impact potentiel du nouveau coronavirus sur la population de la bande de Gaza. Il a ajouté que le système de santé de Gaza était en train de s'effondrer avant même la pandémie, du fait que ses stocks de médicaments essentiels sont chroniquement bas et que ses sources naturelles d'eau potable sont gravement contaminées. Il a expliqué que la population de Gaza est encore plus vulnérable physiquement à cause de la malnutrition, de conditions de vie détériorées et d'une forte densité de population. [...]

En outre, le 21 mars 2020, M. Jamie McGoldrick, coordinateur humanitaire de l'ONU pour les TPO, a déclaré que le coronavirus pourrait avoir des conséquences terrifiantes dans la bande de Gaza. [...] McGoldrick pense également que l'épidémie de coronavirus dans la bande de Gaza ferait de celle-ci « un bouillon de culture, particulièrement parce que les gens sont entassés dans une zone densément peuplée où le système de santé souffre d'un manque de fonds, de ressources médicales et d'équipements ».

Dans la crainte d'un effondrement du secteur de la santé dans la bande de Gaza, et au regard de l'incapacité prévisible du système de santé de s'occuper des malades en cas de propagation du coronavirus, le PCHR:

- insiste sur le fait que la responsabilité première de fournir des produits médicaux à la population de la bande de Gaza incombe à Israël, et que celui-ci doit prendre toutes les mesures préventives possibles pour combattre la propagation des maladies infectieuses, selon les articles 55 et 56 de la 4ème Convention de Genève de 1949.

- appelle la communauté internationale et l'OMS à faire pression sur Israël et le contraindre à remplir ses obligations et à permettre l'entrée des fournitures médicales et des équipements nécessaires aux examens médicaux du coronavirus.
 - appelle la communauté internationale et les organisations humanitaires à fournir de l'assistance au système de santé de la bande de Gaza, y compris les fournitures médicales pour les hôpitaux de Gaza, afin de combattre la propagation du coronavirus.
 - insiste sur le besoin d'une coordination entre les MOH de Gaza et de Ramallah dans le combat contre la propagation du coronavirus.
- [...]

Lausanne, mai 2020

Source: Centre palestinien des droits humains (PCHR): pchgaza.org

Traduction et compilation: Collectif Urgence Palestine Vaud: www.cupvd.ch/documents.htm